

LA DEMOCRATISATION DE L'ÉCOLOGIE RUSSE AUX MAINS DES SCIENTIFIQUES

NATHALIE BLANC, CHERCHEUR CNRS, UMR 7533 LADYSS PARIS I. NATHALI.BLANC@WANADOO.FR

CYRIA EMELIANOFF, MAITRE DE CONFERENCES EN GEOGRAPHIE A L'UNIVERSITE DU MAINE, GREGUM-ESO UMR 6590. EMELIANOFF@WANADOO.FR

Le mouvement écologiste russe est depuis ses origines animé par des scientifiques dont la place et le rôle vont évoluer au fil du temps et des régimes politiques. A quel point et comment contribuent-ils aujourd'hui à la démocratisation de l'écologie et de la vie politique russe, à l'ouverture de l'une à l'autre ? Dans quelle mesure parviennent-ils à impliquer de nouveaux acteurs et à inscrire dans l'agenda politique des considérations jusqu'ici occultées ? Ces interrogations, qui prennent place dans une réflexion sur l'émergence d'une société civile en Russie, liée à l'éventuelle démocratisation du pays, portent aussi sur les ambiguïtés et les difficultés de la démocratisation écologique russe.

Présents au point d'être à la tête d'un grand nombre d'associations, les scientifiques ont structuré le mouvement environnementaliste et l'ont d'abord orienté vers les thématiques naturalistes, avant de mettre en évidence les « dangers écologiques », voire « les crimes écologiques » (nucléaire, disparition de la mer d'Aral), pour reprendre des expressions communément utilisées en Russie. Ils ont de ce fait fortement contribué à la Glasnost. Comme l'explique un des porte-parole de Gorbatchev en 1988 : « pour nous la Glasnost veut dire aussi glasnost écologique, même si celle-ci est encore, malheureusement, en retard sur la glasnost politique » (Moor-Stahl, Allaman, 1998 : 19).

Outre ce rôle historique, l'importance du mouvement écologiste dans la structuration de la société civile en Russie est relevée aussi bien par des chercheurs russes que français (Khaliy, 2000 ; Wiewiorka, 1998). On est donc en droit de penser que la question écologique et son investissement par les scientifiques contribuent à démocratiser la vie politique. Cependant, la force des héritages économiques et politiques, dans un pays où la question de la survie reste première et où les dirigeants font peu de cas de l'environnement, a sérieusement limité la place prise par le mouvement écologiste dans la démocratisation, et a déçu les espoirs nés de la perestroïka. Un travail de terrain mené en mai 2004¹ va nous permettre d'appréhender plus précisément cette place.

Les scientifiques présents dans le mouvement écologiste, essentiellement des biologistes, des écologues, des chimistes ou des médecins mais aussi plus récemment des représentants de sciences humaines et sociales, sociologues et juristes en particulier, ont investi différentes arènes. Ils interviennent dans les doumas (assemblées locales ou régionales). Ils s'associent tantôt aux pouvoirs publics tantôt à des initiatives habitantes qu'ils s'efforcent de susciter. Ils investissent les luttes de terrain, parfois au mépris du danger et en jouant des rapports de force. Ainsi développent-ils non plus un savoir scientifique réduit à des connaissances bio-géo-physiques, mais une compétence de passeur qui leur donne la capacité à se constituer comme partenaires ou opposants du pouvoir, et à être vecteurs de préoccupations internationales auprès du local.

Nous examinerons d'abord comment, à partir du simple statut d'éducateur, de pourvoyeur de connaissances sur la nature, les scientifiques sont devenus des vigiles et donneurs d'alerte : ils délivrent aux populations des informations leur permettant de prendre conscience des dangers écologiques. Nous verrons ensuite que leur

expertise s'est déplacée, de la production de statistiques environnementales pour l'appareil d'Etat à l'instauration d'un marché de données environnementales. En troisième lieu, et en continuité avec le rôle d'alerte que leur avait donné leur place d'opposants au système soviétique, ne se satisfaisant pas d'un pouvoir d'action réduit dans les doumas, ils sont à l'origine d'un contrôle « civique », d'une veille sur les « objets environnementalement dangereux ». Dernièrement, ils développent l'action directe, territoriale, relative aux problèmes de cadre de vie des habitants. Ces nouveaux rapports de force locaux conduisent parfois à des recours juridiques, ce qui est nouveau en Russie et démocratise le traitement des conflits.

Ces enseignements de terrain ne doivent pas masquer cependant ni la fragilité globale du combat écologiste ni celle du système politique russe, secoué de plus en plus par des luttes catégorielles et des mouvements d'investissement du local. Si une démocratisation de la société russe est en marche, il n'en va pas de même des institutions politiques, qui opposent inertie et résistance aux forces qui les travaillent.

1 "L'ÉCOLOGIE DES LUMIÈRES" : D'UNE MISSION CIVILISATRICE À LA MISE EN LUMIÈRE DES DÉGÂTS ÉCOLOGIQUES

Opposés dès le XIX^e siècle à la déprédation d'une nature dont ils mesuraient la fragilité, les scientifiques sont à l'initiative d'un mouvement de conservation de la nature qui mêle transmission du savoir et mission civilisatrice. Ils insistent, au nom d'une culture scientifique universaliste, sur l'enlightenment ou la conscientisation, qui passe non seulement par la connaissance de la nature mais aussi par l'éducation de l'homme par la nature, via les loisirs et le scoutisme. L'enseignement est symétrique : l'homme qui connaît la nature gagne à son contact des savoirs. Par l'accent porté sur l'éducation, savante et naturelle, cette écologie est une écologie des lumières, qui confère aux mobilisations ultérieures un caractère relativement élitiste.

La toute première organisation, la société moscovite des scientifiques de la nature, se constitue en 1805 (Khalyi, 2003). Mais l'activité des naturalistes se déploie surtout au début du XX^e siècle. En 1910 voit le jour la première société russe pour la conservation de la nature. Après la seconde guerre, l'éducation à l'environnement prend son essor, notamment à travers les clubs d'enfants pour la protection de la nature. Dans les années 1970, les associations de protection comptent jusqu'à 40 millions de participants. Mais l'adhésion des membres est formelle, se limitant souvent à une signature et à une petite participation financière.

Dans les années 1960, les enfants qui avaient été formés à cette école seront à l'origine du mouvement étudiant écologiste, qui accompagne la conférence de Stockholm (1972), se renforce au début des années 1980 mais ne devient contestataire et politique qu'avec la perestroïka, en 1985-87. L'initiation à la « nature russe » cède le pas devant la dénonciation des destructions en tout genre, des hommes et des milieux. La perestroïka catalyse un mouvement environnementaliste qui s'implante au niveau local grâce au développement d'une première vague d'ONGs, au statut d'abord informel (Khalyi, 2003). L'écologie est stimulée par les fractions réformatrices des pouvoirs publics, qui multiplient les discours politiques globaux appelant au changement, et encouragent la sensibilisation écologique des populations par les médias. Elle sert momentanément de levier pour convaincre de la nécessité d'une évolution politique. Les luttes écologistes locales, elles, portent sur l'opposition aux grands projets : centrales nucléaires, détournements de rivières, barrages, etc. (Moor-Stahl, Allaman, 1998).

L'accident de Tchernobyl, la conférence de Rio, et la possibilité de se constituer en association libre avivent chez les scientifiques le désir d'engagement social et d'intervention sur des terrains concrets. Ils fondent, dans la

première moitié des années 1990, la plupart des associations environnementales locales aujourd'hui actives. Les chercheurs veulent transmettre l'urgence écologique à des publics plus larges que ceux qui fréquentent l'université. Ainsi à Briansk, en limite de zone contaminée par Tchernobyl, l'association Erika, animée par des biologistes, ne se contente pas d'informer sur la nature environnante mais alerte la population sur les espèces médicinales menacées par les pratiques populaires de cueillette, développe un réseau d'écoles pour apprendre à cultiver ces plantes dans les datchas, de manière à ne plus les prélever en forêt, et, forte de ce réseau d'éco-activistes, met finalement en place des centres de ressources et d'éducation à l'environnement dans toute la région.

Deux remarques s'imposent pour finir. Éducateurs dans l'âme, les scientifiques restent détenteurs d'un savoir qui ne semble pas, pour l'instant, accorder de place aux savoirs populaires. Cependant, l'éducation à la nature pensée comme une mission civilisatrice d'un peuple considéré comme ignorant et profondément enclin à des représentations de la nature héritées du paganisme pré-orthodoxe (Conte, 1997) contient les germes d'une relation entre mission sociale et mission écologique, qui va infléchir durablement l'écologie russe et lui conférer sa spécificité, à savoir la capacité à se définir comme une écologie sociale.

2 DU CONTROLE D'ETAT AU MARCHE DU CONTROLE

Sous la période soviétique, la protection de l'environnement prend la forme d'une écologie du contrôle ambivalente à bien des égards. En effet, le mot contrôle en russe a deux sens : surveillance, observation, d'une part, contrôle au sens de réglementation de l'autre (Mnatsakanian, 1994). Les pouvoirs publics ont souvent joué sur ce double sens, pour garantir que les situations étaient sous contrôle... Ce contrôle, quasi obsessionnel et si peu opératoire, représente la voie par excellence de la régulation politique en matière d'environnement. La police environnementale, à travers les inspections des divers comités en charge de l'environnement, représente la seule forme de politique environnementale. Ces activités de contrôle se sont adossées à un arsenal de mesures et de normes, qui se perpétuent.

Les dispositifs statistiques en Russie étaient en effet proéminents et servaient de légitimation scientifique à l'action politique : soit le pouvoir fondé en raison par la science. Les objectifs quantitatifs de production, censés assurer le bien-être des populations, les normes pionnières sur l'état de l'environnement (les Concentrations maximales), censées déboucher sur le contrôle des situations de crise écologique, les innombrables données sanitaires, pour veiller sur l'humain, témoignent toutes des fondements rationalistes que l'on a voulu donner à l'action et aux choix politiques. Des choix éclairés par des batteries d'indicateurs renseignés, aux côtés desquels nos mesures environnementales font parfois pâle figure.

Mais ces statistiques environnementales sont restées confidentielles, confinées dans les archives du pouvoir sans mener aux actions qui auraient dû en découler. Les rapports sur l'environnement n'étaient édités qu'en 200-300 exemplaires, en consultation interne (Mnatsakanian, 1994). Le secret de l'information ne sera pas levé avant la perestroïka. « Le gouvernement voulait garder le secret mais Tchernobyl a levé le voile »ⁱⁱ. L'évènement est effectivement considéré comme déclencheur d'une « désecretsation » en matière d'environnement, bien que le nombre de rapports édités reste identique (Moor-Stahl, Allaman, 1998).

La faiblesse et les défaillances du contrôle d'Etat ne feront plus illusion aux yeux de l'opinion publique et internationale après la catastrophe de Tchernobyl, qui ouvre la voie à une écologie de la protection de l'homme :

un contrôle redirigé en direction de l'humain. C'est en ce sens une écologie sociale, qui se préoccupe des impacts des dégradations environnementales sur la santé, l'espérance de vie et l'équilibre des êtres humains. La protection de l'homme passe nécessairement par la protection des milieux de vie, ce qui n'est pas tout à fait synonyme de protection de la nature. Mais quelle que soit l'évolution de l'écologie depuis la perestroïka, la culture du secret, encore très prégnante, et la pauvreté de l'information environnementale constituent aux yeux des associations un des principaux obstacles à la formation d'une opinion publique. D'autre part, les médias ne relaient presque pas les initiatives environnementales. Les associations tentent donc de médiatiser les problèmes et les luttes, afin de faire passer l'information au public.

Parallèlement, les scientifiques, qui sont très peu rémunérés dans le domaine public, s'engagent dans une économie du contrôle écologique. L'élaboration des normes de rejet, les éco-audits requis par les partenaires occidentaux, sont délégués dans la première moitié des années 1990 à des associations qui font partie des organisations fédérales de protection de l'environnement avant de s'autonomiser (Aksenova, Nedelkov, 2003). Les scientifiques deviennent progressivement auteurs d'une expertise indépendante. Anciennement producteurs de normes, aujourd'hui garants de l'expertise, ils servent aussi, pour la commande publique ou privée, de caution écologique face à l'opinion publique.

3 DU STATUT D'OPPOSANT POLITIQUE A L'INVESTISSEMENT DE LA SPHERE CIVILE

Face à l'inconsistance du contrôle d'Etat et à la rétention des données, ne se contentant pas de leur rôle d'expert, certains scientifiques, depuis la perestroïka, ont tenté d'inscrire le combat écologique dans l'arène de la démocratie représentative, sans se cantonner à l'exercice d'un jeu politique dans lequel ils sont trop minoritaires pour peser sur les décisions. La force de leur action passe donc par la construction de relais dans la société civile. Ils sont parfois à l'origine d'un contrôle citoyen, qui, en médiatisant certaines questions, oblige les doumas à prendre position. C'est par exemple le travail, au parlement régional de Briansk, d'une élue qui représente le mouvement des éco-activistes, sur 50 députés appartenant au monde des directeurs d'entreprises.

Ludmila Komogortseva, après un doctorat en chimie et des études de politologie en Angleterre, ayant obtenu un poste à l'Université de Briansk qui n'étanche pas sa soif d'action, s'intéresse aux problèmes écologiques de la région : principalement les impacts sanitaires de Tchernobyl, et deuxièmement, le gaz sarin stocké à 60 kilomètres de la ville sans que les populations aient eu connaissance de cet arsenal militaire. Elle se bat à la douma pour "le droit à l'environnement pour les gens" depuis 1996ⁱⁱⁱ. L'adversité ne l'intimide pas, ni les nombreuses affaires de corruption qui secouent l'administration régionale depuis le début des années 1990.

Avant son limogeage en 1995, l'ancien gouverneur de la région de Briansk était appuyé par un homme d'affaires qui nommait les responsables de la municipalité de Briansk (des directeurs d'usine), garantissait des commandes publiques exclusives, des exemptions d'impôts, des privatisations d'actifs publics à titre gratuit, sans compter la construction sur des fonds publics de 150 datchas destinées à l'élite politico-économique... (Lallemand, 2005). Aujourd'hui, Ludmila Komogortseva dénonce la mise à disposition d'appartements pour la classe politique, le pillage de l'usine de vodka par une filiale, etc., affaires réglées parfois en haut lieu par Poutine. Le combat pour l'environnement n'est pas dissociable à ses yeux de la lutte contre la corruption.

En 1994, avant d'être élue, la députée écologiste crée le « Comité des jeunes pour la sécurité chimique », avec l'appui d'un journaliste, un des premiers militants anti-nucléaire de la région, et une poignée de militants. Elle

est la première à donner l'alerte sur le dépôt d'armes chimiques : elle organise des actions de protestation et publie des rapports annuels sur les impacts de la pollution chimique, en collaboration avec des médecins. Le Comité pour la sécurité chimique oblige les pouvoirs régionaux à conduire une campagne de mesures pour détecter d'éventuelles fuites de gaz, campagne qui a montré pour l'instant une absence de pollution. En dénonçant et en médiatisant l'existence de ce dépôt, le comité a également provoqué la visite d'une délégation italienne, dans le but de financer la destruction des armes, délégation que le gouverneur a été contraint de recevoir...

L'ensemble de ces actions crée une situation conflictuelle qui n'entame en rien la combativité de Ludmila Komogortseva. Mais elle sait jouer des protections fédérales pour conserver sa place au niveau régional : "Les députés ont peur de moi. Je suis dans l'opposition, ils m'empêchent de parler. [...] Lopkine, le gouverneur, me ridiculise. Je résiste : 'pourquoi avez-vous utilisé un million de roubles pour réparer l'appartement de votre mère?' Cela a été publié. Ils ont voulu me vider. J'ai pris une tente sous le monument de Lénine. J'ai un diplôme de représentante de Poutine. Et j'ai déclaré que j'invitais les gens à venir dans mon bureau de députée qui serait sous la tente à partir de maintenant. Les journalistes, les médias et la télévision sont venus. J'ai envoyé un fax à Poutine"^{iv}. Le gouverneur lui a restitué son bureau au parlement après une lettre émanant du Kremlin. Ce qui lui a permis de continuer à dénoncer le détournement des fonds publics. Mais la députée sait également utiliser le niveau régional contre Moscou, bien que ce jeu puisse paraître dangereux : "En dépit de mon opposition, je deale avec le gouverneur. Après [la délégation italienne], Moscou a interdit les visites à ce dépôt de gaz".

On peut donc voir par cet exemple que les comités de sécurité chimique font entrer en politique de nouveaux objets jusque là exclus de la sphère d'intervention publique. Tout en investissant sans en être dupes les parlements de la démocratie représentative, les scientifiques construisent simultanément une pression de la société civile et s'en servent de levier.

4 LA REQUALIFICATION ECOLOGIQUE DU CADRE DE VIE

Mais les écologistes inscrits dans le champ de la démocratie représentative sont rares^v. Ils ont de plus en plus tendance à se tourner vers l'action directe auprès des populations, voire à devenir acteurs d'un investissement écologique des habitants, les incitant à se réapproprier leurs milieux de vie. A Tver, une ville d'étape entre Moscou et Saint-Pétersbourg, cet investissement habitant a bénéficié d'un programme de recherche russo-néerlandais animé par des sociologues, qui souhaitait appuyer la mise en place d'agendas 21 locaux en Russie, et du soutien de deux associations locales : le Club écologique de Tver, composé de biologistes, et l'association du jardin botanique de la vieille ville, dirigée par des historiens. La municipalité, qui ne dispose pas de structure en charge de l'environnement, n'est pas intéressée par l'agenda 21.

Les scientifiques, au terme de plusieurs séminaires, décident de développer une action de démonstration qui leur semble répondre à l'articulation des enjeux sociaux, économiques et environnementaux : la requalification d'un îlot d'habitation à travers l'organisation collective d'un jardin, dans un des grands ensembles de la ville accolé à un district industriel. Sollicités par les habitantes de ce quartier qui leur avaient demandé des conseils et des graines, ils vont bientôt accompagner la requalification. Cette expérience s'appuie donc sur le végétal comme élément central de requalification des lieux de vie, pour déboucher sur une prise en charge, par les habitants, de la maintenance des parties communes et des espaces extérieurs abandonnés par l'office de logements.

Aux yeux du Club écologique, qui porte parallèlement un projet de trame verte et le défend devant les pouvoirs publics, il est important de créer des lieux de nature et de récréation dans une ville à l'environnement assez détérioré, des lieux susceptibles d'offrir un agrément comparable au jardin botanique : « il est possible d'avoir un environnement aussi beau partout, pas seulement ici »^{vi}. Ces plantations doivent avoir une valeur écologique, participer à la valorisation de la biodiversité régionale et au « rayonnement » de l'agenda 21.

Du côté des femmes, qui font face à un environnement en déshérence, fait de terrains vagues, sans aménagement pour les enfants, sans bancs ni arbres, planter participe d'un processus de réappropriation et d'embellissement du quartier. De fil en aiguille, elles s'impliquent dans des aménagements de plus grande ampleur que le jardin en pied d'immeuble, comme des aires de jeu, des tables incitant aux repas de quartier, des décorations diverses. Ce travail sur les extérieurs s'accompagne d'une réfection tout aussi remarquable des parties communes. En raison de l'importance des travaux, un volontaire est élu dans chaque immeuble pour coordonner les actions. Le groupe d'habitants, qui comprend une quarantaine de personnes, pense que les bénévoles devraient être payés pour cette tâche, et se substituer au service de l'arrondissement en charge de l'entretien du parc, qui n'assure plus aucun entretien. Les charges mensuelles sont en effet extrêmement élevées (la moitié ou les deux tiers du salaire de ces employées), à Tver comme dans le reste de la Russie. Les femmes ont donc initié un procès pour récupérer l'argent des charges, réclamant une gestion en copropriété directe.

Il faut souligner la nouveauté de ce recours en justice dans le contexte russe, qui exprime à lui seul une démocratisation de la vie publique. L'institut EkoJuris, par exemple, qui regroupe des femmes juristes consultantes, explique aux populations leurs droits en matière d'environnement et les accompagne dans leurs réclamations, des demandes d'information jusqu'aux plaintes et procès (Khaliy, 2001). Simultanément, cette association moscovite, tout comme sa consœur « Ecologie et droits de l'homme », participe au travail législatif de la Fédération (Khalyi, 2003).

5 QUELLE PLACE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE LOCAL ?

Tver fait partie des rares expériences de développement durable local sur le sol russe. Les scientifiques s'intéressent à cette notion dans la mesure où ils sont conduits à fonctionner dans des réseaux internationaux, à la recherche d'une légitimité et de ressources financières dont ils sont dépossédés en Russie. Ils jouent donc le rôle de passeurs, sur un mode assez pragmatique, entre leurs propres préoccupations relatives par exemple à la biodiversité ou aux armes chimiques, les attentes des institutions et des ONG's internationales avec lesquelles ils travaillent, les demandes sociales et éventuellement les pouvoirs publics. Mais s'ils acceptent de se référer au développement durable, dans un cadre de réflexion et un positionnement tous deux internationaux, le mot n'est pas usité auprès des acteurs car l'expression traduite en russe, tout comme celle d'agenda 21, n'a pas de sens pertinent et donc d'efficace.

Il faut souligner que la vocation du développement durable à allier l'environnemental, le social et l'économique ne peut avoir la même résonance dans un pays où les questions environnementales sont souvent rapportées à leur dimension sociale et où l'économie reste quasiment intouchable. Les écologistes russes ont compris depuis longtemps la pertinence d'une transformation sociale par l'éducation à l'environnement, ou encore, aujourd'hui, d'une justice environnementale : « Le champ environnemental est celui des droits de l'homme. En URSS il était interdit de parler des droits de l'homme. Il était plus facile de se battre pour les droits de la nature »^{vii}. Cette

articulation avant-gardiste de la question écologique et de la question sociale constitue la spécificité d'une écologie orientée vers la protection de l'homme. En revanche, ni les acteurs économiques ni les pouvoirs locaux qui en sont fortement dépendants ne sont prêts à accepter l'ingérence écologique, considérée comme contre-productive, et portée par des acteurs faibles. L'Union des villes russes émet un diagnostic très pessimiste sur l'ouverture des élus au développement durable, concept trop exogène et qui est essentiellement mobilisé pour servir de façade dans les documents généraux destinés à l'international.

Pourtant, comme nous l'avons vu à Tver, des expériences locales dessinent la voie d'une articulation concrète entre bénéfices environnementaux, sociaux et économiques, pour les populations. Une poignée de scientifiques font transiter les idées de l'international au local et travaillent à des réinventions locales à partir des sollicitations extérieures. Quelques agendas 21 locaux appuient un virage vers la réappropriation de l'environnement quotidien par les populations, une nouvelle forme d'écologie politique dont l'existence se révèle en pointillé. Il n'est donc pas possible de considérer la Russie comme un territoire tout à fait imperméable aux préoccupations du développement durable local.

CONCLUSION

L'écologie en Russie reste un terreau propice à l'opposition politique et un motif majeur de dénonciation, tant des choix productifs, économiques, que de l'inaction des pouvoirs publics. Cette force critique, extrêmement légitime dans un pays où les pouvoirs publics et le fatalisme ont contribué à l'état souvent désastreux de l'environnement, est le levier de la formation de groupes de contestation et d'une société civile. Les scientifiques savent en général aussi bien se tenir dans une opposition acceptable, en jouant un rôle de médiateurs entre pouvoirs publics et contestataires, qu'à la frontière de la contestation "acceptable", lorsqu'ils appuient par exemple des groupes de jeunes activistes qui s'opposent frontalement à certains projets. À Perm, dans l'Oural, par exemple, sociologues de l'Académie des sciences de Moscou et universitaires locaux ont soutenu les protestations contre l'implantation d'une usine de destruction de roquettes, planifiée dans le cadre des accords de l'OTAN, mouvement qui a été violemment réprimé, à l'été 2004, après être monté en puissance. Il n'est pas rare que les scientifiques soient aussi victimes de la répression, pour ceux qui outrepassent les limites de la contestation, en particulier lorsqu'ils s'attaquent aux pollutions du complexe militaro-industriel et du nucléaire.

De par leur inscription dans des réseaux internationaux, les scientifiques ouvrent ensuite le territoire aux règles du jeu démocratique international. Contribuent à ce jeu des pays soucieux de sécurisation écologique des territoires post-soviétiques (dans le cas du nucléaire, en particulier), de transferts de compétences et de débouchés pour le marché de l'ingénierie écologique occidentale. Cette ouverture fait pénétrer en Russie un vocabulaire international, où les notions de société civile, de développement durable peuvent très vite être adoptées sur le sol russe s'il ne s'agit que de reprendre ce prêt à penser pour accéder aux devises internationales. A l'inverse, l'internationalisation de la problématique écologique peut aussi produire un sentiment d'ingérence et un repli sur le territoire et l'identité nationale, voire alimenter des causes politiques extrémistes.

Au niveau fédéral, la place des écologistes dans la démocratie représentative reste très faible au regard de la démocratisation et de la possibilité d'un pluralisme politique. Il semble que se constitue seulement aujourd'hui un parti politique né des mouvements « grass-roots ». Ainsi, par défaut de représentation nationale et par la place qu'ils accordent eux-mêmes au rapport entre local et global, autant par pragmatisme politique que par conviction,

donc, des scientifiques russes investissent l'action locale : ils font preuve alors d'une importante capacité d'articulation des échelles de l'action, entre financement international et besoins des habitants.

Cependant, à l'épreuve des différents terrains investis par les scientifiques (l'îlot d'habitation, la douma, l'expertise environnementale, etc.), on se rend compte à quel point les processus de démocratisation enclenchés sont souvent impuissants à imposer des solutions véritables. Aucune des batailles locales que nous avons pu observer n'a été encore gagnée. La démocratisation en cours n'a pas assez de consistance pour que soient désinvestis les rapports de force plus familiers à l'espace soviétique et aux luttes écologiques. On peut se demander aussi si elle n'implique pas des cercles trop étroits, organisés autour d'une élite scientifique, qui, quelle que soit son utilité sociale, n'a pas de prise sur une partie des forces vives du territoire. La démocratisation de l'écologie russe nous semble toujours rester aux mains des scientifiques, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes.

BIBLIOGRAPHIE

AKSENOVA O., NEDELKOV V., 2004, *Decentralization processes in Russian environmental policy (Vologda region case)*, Draft, not published.

BLANC N., EMELIANOFF C., 2005, *La ville durable face à l'écologie des pratiques : politiques et cultures de l'environnement urbain dans les villes russes*, Rapport d'étude, Programme interdisciplinaire du CNRS sur le développement urbain durable (2003-2004).

CONTE F., 1997, *L'héritage païen de la Russie, le paysan et son univers symbolique*, Albin Michel histoire, Paris.

KHALYI I., 2003, *Strengthening the Role of NGOs: Partners for Sustainable Development*, Draft, not published.

KHALIY I., 2000, *The public Guard of Nature and Environment in Russian Regions*, Milieukontakt Oost-Europa, Women Association Ecosociology, publié par l'International Socioecological Union, Moscou.

LALLEMAND J.-C., 2005, « Clientélisme régional en Russie: les exemples de Briansk, Smolensk et Koursk », *Pouvoirs*, 112, pp 127-140.

La Russie de Poutine, *Pouvoirs*, 112, 2005.

MNATSAKANIAN R., 1994, *L'héritage écologique du communisme dans les républiques de l'ex-URSS*, éditions Frison-Roche, Paris.

MOOR-STAHN J., ALLAMAN J., 1998, *L'exception écologique russe. Systèmes et acteurs de 1917 à nos jours*, L'Harmattan, Paris.

BERELOWITCH A., WIEVIORKA M., 1998, *Les russes d'en bas. Enquête sur la Russie post-communiste*, Seuil, L'épreuve des faits, Paris.

ⁱ Nous avons réalisé une quarantaine d'entretiens auprès d'écologistes, associatifs et universitaires, et auprès des pouvoirs locaux et régionaux, à Perm, Briansk , Tver et Moscou.

ⁱⁱ Entretien avec le président de l'Union socio-écologique, 19 mai 2004, Moscou.

ⁱⁱⁱ Entretien avec Pavel Kartchenko, journaliste, 27 mai 2004, Briansk.

^{iv} Entretien avec Ludmila Komogortseva, députée au parlement régional de Briansk, 27 mai 2004.

^v Ils n'atteignent pas 5% au parlement fédéral, contre 15% de sympathisants écologistes en 1989.

^{vi} Entretien avec Helena Pushai, biologiste, présidente du Club écologique de Tver, 24 mai 2004.

^{vii} Entretien avec Sviatoslav Zabelin, président de l'Union socio-écologique, 19 mai 2004, Moscou.